

ROBERT TONNOIR

**MILITANT OUVRIER VALENCIENNOIS
RÉSISTANT ET FIDÈLE**



GUERRE 1939-45

**CETTE EFFROYABLE CHANCE
D'EN ÊTRE REVENU VIVANT !**



P.3

ON VOUS EN DIT +

**LE SYNDICALISME DANS
LA 2^{ÈME} GUERRE MONDIALE**

P.6

ENTRE RENCONTRES
ET MANIFS,

**SES S.O.S. POUR L'AVENIR
DU VALENCIENNOIS**



P.9

VOIR RENAÎTRE L'ESPOIR DE VIVRE
DANS LE VALENCIENNOIS

**UN COMBAT SYNDICAL
TOUJOURS D'ACTUALITÉ**



P.13

Bio' express

ROBERT, RÉSISTANT ET FIDÈLE



Robert est **né en 1920 à Trith-Saint-Léger**, à l'ombre des hauts-fourneaux de la Société du Nord-Est (futur Usinor) où son père, infirmier, avait un logement de fonction. Après les grèves de 1935-1936, il est embauché comme électricien dans cette usine. Il participe au développement de la JOC (Jeunesse Ouvrière Chrétienne) et prend sa carte à la CFTC en 1937.

Quand éclate **la seconde guerre mondiale**, Robert a 19 ans : il entend l'appel du Général De Gaulle du 18 juin 40, s'engage dans la Résistance. Requis par le STO (Service du Travail Obligatoire), il part en Allemagne début 1943. Il en revient 6 mois plus tard grâce à un certificat médical de complaisance. Sa permission achevée, il « oublie » de regagner son poste en Allemagne : il est arrêté et incarcéré à Valenciennes. Après une rocambolesque évasion, il rejoint, dans la clandestinité et sous une fausse identité, les réseaux de résistance d'Halluin où il rencontre Agnès, militante du textile, sa future épouse. Arrêté le 28 juillet 1944, il est incarcéré à la prison de Loos, qu'il quitte, la veille de la Libération, dans le « dernier train des déportés de Loos », direction les camps de concentration... avant d'en sortir vivant le 7 mai 1945.

Rentré à Trith, il travaille d'abord aux ateliers du Nord-Est, puis à la SOFIRA, usine de textiles artificiels de Valenciennes. Elu délégué du personnel, il participe à **la renaissance du syndicalisme CFTC à Valenciennes-Denain**. Il négocie à Paris la Convention Collective Nationale des Textiles Artificiels, signée en 1951. En 1956, l'usine ferme ses portes, licenciant 800

salariés. Difficile de retrouver un emploi : la société Eternit de Prouvy lui en propose un... à condition de ne pas trop faire de syndicalisme ! Il refuse et réintègre Usinor en 1957. Les dirigeants syndicaux de l'union locale de Valenciennes repèrent ce militant d'entreprise et ce négociateur : en avril 1958, ils l'embauchent comme **3^{ème} permanent syndical** CFTC. Il en devient ensuite secrétaire général.

Après 1964, son existence se confond avec celle de la **CFDT dans le Valenciennois**. Il participe à toutes les luttes syndicales (grève des mineurs, mai 68, action des sidérurgistes), à la formation de nombreux militants, aidant chacun à progresser eux-mêmes : un **véritable animateur syndical**. Il inspire largement les propositions CFDT pour le **renouveau économique et social du territoire**. Sa dernière action : l'Opération « *Résistance du Valenciennois* » lancée par la CFDT en 1978, lors de la fermeture d'Usinor-Denain.

Terrassé par la maladie, il quitte ses fonctions en 1979, sans pour autant abandonner la vie syndicale comme retraité. Ses loisirs lui permettent aussi de s'adonner à **ses passe-temps favoris** : la peinture et les maquettes. Il décède le 27 avril 1987.

Fidèle à ses convictions, y compris religieuses, à ses engagements, à ses amis, il laisse l'empreinte d'un militant syndical ardent, simple, respectueux de l'opinion d'autrui, loyal, généreux et courageux...un courage dont il a fait preuve depuis sa jeunesse face au nazisme jusqu'à la fin de sa vie face à la maladie.

GUERRE 1939-1945

CETTE EFFROYABLE CHANCE D'EN ÊTRE REVENU VIVANT !

Robert Tonnoir a 19 ans quand débute la seconde guerre mondiale. Il a toujours été fier de raconter ce qu'il a vécu à cette époque. Cet épisode de sa vie a forgé ses convictions pacifiques et européennes et l'a guidé dans ses actions de syndicaliste face aux injustices.

Naissance d'un groupe de résistant

Lors de l'invasion de Mai-Juin 1940, Robert assiste, à Trith-Saint-Léger, à la débandade qui désorganise les Acières du Nord-Est. Sur un poste TSF qu'il a bricolé, il entend le 18 juin l'appel du Général de Gaulle. Sous couvert de réunions JOC (Jeunesse Ouvrière Chrétienne), il entraîne ses copains à tracer la nuit sur les murs de Trith les «V» de la victoire ainsi que la croix de Lorraine. En Octobre 1942, il colporte une feuille clandestine « LA REVANCHE », dans laquelle sont diffusées les nouvelles captées sur Radio Londres. Ainsi **est né un groupe de résistance**, au nez et à la barbe de l'occupant.

Au STO en Allemagne

Novembre 42 : premières réquisitions pour le STO (Service du Travail Obligatoire) en Allemagne. **Robert est envoyé dans une usine de fabrication de moteurs** l'usine M.M.W. près de Leipzig. « *Je me suis déclaré comme manoeuvre, malgré les deux CAP que je possède : ajustage et électricité. J'ai passé 6 mois d'inactivité notoire dans les bureaux de l'usine, payé 0,72 marks à l'heure au lieu de 1,10 ou 1,20. Nous habitons un camp à 700 mètres de l'usine. Ma principale préoccupation : améliorer l'ordinaire et ne pas avoir froid dans la chambrée où nous couchons, sous les combles : je rapportais des briquettes de charbon volées dans l'usine* ». En mai 43, il se fait adresser un certificat médical de complaisance, rédigé par un docteur de Trith : sa présence est souhaitée auprès de sa mère prétendument mourante. Il obtient une permission de 15 jours et...« oublie » de re

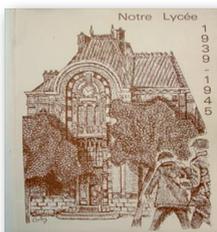


L'usine de moteurs près de Leipzig où Robert a fait son STO

gagner son poste en Allemagne. Il reste caché à Trith, échappe plusieurs mois aux visites des gendarmes, mais le 12 Octobre 43 il commet l'imprudence de venir lui-même ouvrir aux gendarmes qui l'arrêtent. Il est incarcéré à la Kommandatur installée au lycée Watteau de Valenciennes.

L'évadé du lycée

Dans les combles du lycée, la fenêtre sa cellule n'a pas de barreau. Il s'en aperçoit et confectionne, avec des toiles de 3 matelas, **une corde qui lui permet de s'évader**. Il reste 5 semaines à Valenciennes dans des planques diverses avant de rejoindre Halluin le 19 novembre sous le nom de Victor Cornet né à Salomé en 1918 ! Il s'engage dans la



Le lycée Watteau d'où s'évada Robert

450 ° section des F.T.P. (Francs-Tireurs et Partisans) du Nord, un réseau de résistance d'obédience communiste créé en 1942...Il y rencontre une jeune militante ouvrière du textile Agnès Destoop, qui allait devenir sa femme après la guerre.

Dans le « dernier train de Loos »

Le 28 juillet 1944, les membres de ce réseau de résistance sont arrêtés et incarcérés à la prison centrale de Loos. La veille de la Libération, les Allemands évacuent les 1500 détenus de la prison jusqu'à la gare de Tourcoing avant d'être déportés en Allemagne **dans le fameux train de Loos.**



L'épouse de Robert, a conservé la tenue rayée du Matricule 97 654

« Le 1er septembre 1944, je pris avec 1200 à 1500 détenus de Loos, le dernier train de la mort pour l'Allemagne. Traverser la ville de Lille et une partie de Tourcoing, être arrêté à tout carrefour devant les embouteillages dus à la débâcle de l'armée allemande, voir endormis sur les trottoirs des ennemis bloqués, mais se retrouver quand même dans un train de déportation, cela provoque un découragement auquel il est difficile d'échapper . Nous étions 80 par wagon, des bestiaux. Le transport a duré 3 jours et 3 nuits. Le 7 septembre, déjà tondu, je suis arrivé à Oranienburg, camp de Sachsenhausen, l'un des premiers camps

de concentration ouverts par les nazis en 1933. J'y ai été le matricule 97654 jusqu'au 21 avril 1945. Par colonne de 500, le camp est évacué. C'est horrible ! Les bombes explosives et incendiaires, la faim, la dysenterie et puis la longue marche de 170 km à travers bois : les trainards étaient abattus par les nazis. Je fus l'un des quelques rescapés de cette marche. Du train de Loos ne rentreront finalement que 150 déportés sur les 1200/1500 du départ. Ce fut pour moi une effroyable chance d'en revenir vivant : parmi les camarades de ma section F.P.T., 3 sur 15 ont survécu. »

Robert est libéré le 7 mai 1945 et s'émerveille longtemps d'avoir échappé à une mort qu'il a côtoyée de si près. La chance

sans doute, mais aussi son sens de l'organisation, son courage étonnant, sa foi inébranlable, le sens des autres... autant de qualités personnelles qui l'ont aidé à tenir et comme il l'écrit peu avant sa mort « à finalement obtenir un sursis qui aura duré plus de 40 ans ».



Robert recevant la médaille militaire

La renaissance du syndicat face à une CGT dominante

« L'impérialisme doctrinaire de toute organisation communiste ou para-communiste, joint à la force de la CGT en 1945 font que **la CGT occupait une situation dominante extraordinaire** (17 permanents dans l'arrondissement de Valenciennes !). Sans carte de la CGT, explique Robert, on n'avait pas accès aux produits de ravitaillement alimentaire ». Il fonde alors la section CFTC à la Compagnie du textile Artificiel où il travaille, est élu, en 1947, premier délégué CFTC...mais est le dernier à passer P2 après tous les autres de son atelier. Trois ans après, la CFTC fait 30 % des voix et compte 150 adhérents, « malgré un doublement de la cotisation dû à la mise en place des caisses de grèves ».

1964 : l'évolution CFTC en CFDT ne passionne pas la base



En novembre 1963, Robert Tonnoir présente à Valenciennes, le rapport en discussion sur l'évolution

En 1964, la CFTC choisit d'évoluer en CFDT. Un choix fait par 70,11 % des mandats au niveau national. Pour le Valenciennois, explique Robert, « le choix s'est fait dans mon salon où étaient réunis dix dirigeants. Deux étaient opposés à l'évolution mais n'ont rien fait par la suite... **La base se désintéressait du débat** parce qu'ici, dans la zone industrielle, il n'y avait pas d'élite d'intellectuels ! ». Robert anime dorénavant sur l'arrondissement de Valenciennes la « nouvelle CFDT ».

CLIN D'ŒIL



Un rendez-vous Européen manqué !



Européen convaincu, Robert Tonnoir ne manquait jamais d'afficher ses convictions pour une Europe de paix, des peuples des travailleurs. Il était de toutes

les campagnes, manifestations européennes, meeting organisés par la CFDT sur l'Europe...ou presque !

Car, en 1975, se tient à Bruxelles un grand meeting de la Confédération Européenne des Syndicats, avec un discours d'Edmond Maire, secrétaire général CFDT. Robert commande un bus, qui part à 17h de Valenciennes, rempli de militants.

Arrivé à la douane (en vigueur à l'époque), la police belge retient le bus plus d'une heure croyant avoir à faire à « *de dangereux agitateurs menaçant la sécurité du Royaume de Belgique* ». Une pluie incessante, des travaux vers Mons, des embouteillages à Bruxelles (déjà !) : le bus arrive au Palais des Congrès de Bruxelles vers 20h30...à l'instant même où Edmond Maire en sort, le meeting achevé. Et malgré avoir arpenté en long et en large les rues et ruelles avoisinantes, impossible d'y trouver et déguster la moindre frite ! Quel triomphe européen ce soir-là pour « Pépère Tonnoir » !

ON VOUS EN DIT +

LE SYNDICALISME DANS LA 2^{ÈME} GUERRE MONDIALE

Le manifeste dit des « Douze » du 15 novembre 1940

Le 16 août 1940, la dissolution des confédérations ouvrières et patronales est prononcée. Des responsables CGT et CFTC se rapprochent pour la première fois pour « réaliser l'unité pour la conservation des libertés syndicales ». Le 9 novembre paraissent au journal officiel les décrets relatifs à la **dissolution des organisations confédérales patronales et ouvrières**. Une semaine plus tard, 9 responsables nationaux de la **CGT et 3 CFTC publient un texte commun** rappelant les principes du syndicalisme français : anticapitaliste et opposé à toutes formes d'oppression des travailleurs, le syndicalisme affirme le respect de la personne humaine et doit être libre dans l'exercice de son activité collective comme dans celle de chacun de ses membres.

Non au diktat de Vichy !

Dans la région, **Louis Delaby**, figure de la CFTC Pas-de-Calais, rédige un manifeste où il affirme que « pas plus que la répression des patrons avant la guerre et la dictature cégétiste en 1936 n'avaient eu raison de la ténacité des syndicalistes chrétiens,



Louis Delaby dit « Non au Diktat de Vichy ! »

ceux-ci ne s'inclineront pas devant le Diktat de Vichy ! Ce que les adversaires de la vraie liberté syndicale, ce que les ennemis jurés ou non avoués du syndicalisme chrétien n'avaient pas réussi à faire en 20 ans, un gouvernement né de nos malheurs le réalise en un tour de main ! »

Contre la charte du travail

La loi du 4 Octobre 1941, instituant une « **Charte du Travail** », crée un **syndicat**



La Charte du travail crée un syndicat unique patrons et ouvriers !

unique dans chaque entreprise mais aussi au niveau local, régional, national. Patrons et ouvriers sont désormais rassemblés dans des organismes communs pour gérer les conflits professionnels et sociaux.

Des débats ont lieu, certains (notamment dans le Nord) voulant tenter l'expérience d'une participation aux rouages. « A l'intérieur de l'organisation, il y a eu combat entre les partisans de la Charte du travail et les opposants. Charlemagne Broutin (secrétaire général) défendait l'idée que la charte devait être combattue pour défendre le syndicalisme libre. La majorité des syndicalistes **dans le Nord** y était également très opposée...mais il y a eu deux ou trois responsables qu'on a dû mettre sur la touche, non parce qu'ils avaient collaboré mais parce qu'ils avaient été un peu loin dans la Charte ». Dans le **Pas-de-Calais**, le refus des militants syndicaux de participer à la charte est plus net. Témoin cet échange, le 13 février 1942, entre le secrétaire d'Etat à la Production Industrielle, François Lehideux, et Louis Delaby. Celui-ci, lors d'une réception aux Houillères de Lens, rappelle les raisons du refus des syndiqués de participer à la Charte du travail. Le ministre répond : « Le Maréchal est décidé à briser toutes les chapelles ». La réplique fuse : « Monsieur le Ministre, il y a une chose que vous ne briserez jamais, c'est l'idéal que nous servons et que nous saurons défendre ! ». Finalement Nord et Pas-de-Calais prendront position, comme le reste de la Confédération CFTC, **contre la charte du Travail**.

Au cœur de la Résistance

De nombreux militants syndicaux participent, aux côtés souvent d'autres, à **des mouvements de résistance dans le Nord et le Pas-de-Calais** : action de nuit pour le parachutage (Charles Vandamme dans le 62), transports de documents (Jules Catoire du Nord se rend à Paris tous les mois sous une fausse identité d'ouvrier plombier, avec casquette et boîte à outils, voire parfois dans des convois funèbres anormalement nombreux !), diffusion de tracts, recueil de renseignements militaires (notamment sur la zone rouge côtière de Calais à



Un groupe de résistants à Boulogne sur Mer

Berck), mise en place de services de faux papiers, de cartes de ravitaillement (Michel Hochard dans le Nord), hébergement de pilotes anglais, transport de message dans la selle de vélo (Jo Simon dans le Pas-de-Calais) ... Il s'agit d'une multiplicité de participations à des actions et initiatives où on « résiste avec plusieurs casquettes » (JOC, chrétiens, Voix du Nord, PC parfois, Témoignage Chrétien...). « Et on ne parlait pas de syndicat... sauf dans les hautes sphères ! » De nombreux militants y laissent leur vie, d'autres connaissent l'enfer des camps de concentration.

Actifs pour la Libération

Dans la résistance politique, un réseau se crée régionalement : le RIC (Résistants d'Inspiration Chrétienne) qui veut être présent face aux autres forces politiques et aux communistes. **Plusieurs militants syndicaux participent à sa création**. Le 21 mai 1943 le Comité Départemental de Libération du Pas-de-Calais est créé : Jules Catoire, militant syndicaliste CFTC du Nord et membre du comité inter-confédéral de Résistance CGT et CFTC, en est le premier secrétaire. Dans le Nord, le Comité Départemental de Libération du Nord se réunit à l'école professionnelle de jeunes filles de la CFTC « La Ruche » et proclame le 1er septembre 1944 les ordres de grève générale et d'insurrection.

Un redémarrage difficile (mais efficace)... face à une CGT triomphante

Après la Libération, le **redémarrage des syndicats libres** s'opère dans un contexte politique difficile : le Parti Communiste sort grand vainqueur de la guerre, auréolé de son rôle dans la Résistance. Sa progression est forte dans notre région : 70 000 adhérents en 1946. Il contrôle les deux unions départementales de la CGT, le syndicat des mineurs, la métallurgie, les cheminots, le bâtiment. **La CGT propose même à la CFTC une fusion pure et simple.** André Despature, militant CFTC, raconte qu'« en rentrant de captivité, dans ma boîte, l'atelier Danel à Lille, on m'avait préparé ma carte de la CGT... On a redémarré à 3 la CFTC. Quelques temps après, sur 300 ouvriers, 50 étaient à la CFTC, 250 à la CGT. Aux élections suivantes, le rapport s'est inversé ».

Quelles leçons tirer de cette période ? *

A la libération, l'influence du syndicalisme sur les **réalisations sociales** (issues notamment du Programme du Conseil National

de la Résistance et parfois encore en vigueur aujourd'hui) est incontestable : loi sur les **comités d'entreprises**, généralisation de la **Sécurité sociale**, nationalisations, participation, critères de représentativité...



Quant aux **syndicalistes**, leur attitude pendant l'Occupation a sans conteste consolidé **leur volonté** d'engagement, **leurs exigences** de la cohésion sociale et de la liberté politique et syndicale, **leur indépendance** à l'égard de l'Etat et des partis, **leur souci permanent du plus démuné** et **leur sens du bien commun**.

*(d'après une étude de l'Institut Supérieur du Travail)

Le saviez-vous ?

L'attitude patriotique du syndicat pendant l'occupation : un des critères de représentativité des syndicats...jusqu'en 2008

La représentativité des syndicats en France a été **pendant plus de 50 ans** marquée par l'empreinte de l'état des forces syndicales à la Libération. Seules cinq confédérations syndicales bénéficiaient d'une présomption irréfragable de représentativité au niveau national interprofessionnel.

La loi de 1950 avait en effet déterminé 5 critères : les effectifs, l'indépendance, les cotisations, l'expérience et l'ancienneté du syndicat etl'attitude patriotique pendant l'Occupation. Ces critères seront inscrits dans le code du travail jusqu'**en 2008**,



date à laquelle **de nouveaux critères voient le jour, suite à une position commune CFDT-CGT** : le respect des valeurs républicaines, l'indépendance, la transparence financière, une ancienneté minimale de deux ans dans le champ professionnel

et géographique couvrant le niveau de négociation, l'influence, prioritairement caractérisée par l'activité et l'expérience, les effectifs d'adhérents et les cotisations et l'audience établie selon les niveaux de négociation.

ENTRE RENCONTRES ET MANIFS,

SES S.O.S. POUR L'AVENIR DU VALENCIENNOIS

Des rencontres inattendues, des actions originales ont marqué le long parcours de Robert dans le Valenciennois, avec toujours en tête sa révolte contre toutes formes d'injustice et son combat pour « vivre et travailler dans le Valenciennois ».

SES RENCONTRES LES PLUS MARQUANTES



En 1960, le syndicat CFTC re-garde avec intérêt le créateur de nouvelles formules de vente avec faibles marges bénéficiaires...et fait venir à Valenciennes **Eduard Leclerc**.

En 1961, **Jacques Delors** (à l'époque permanent confédéral CFTC/CFDT) se rend au local syndical de Valenciennes pour aider Robert Bonety, permanent de l'union locale (avant de rejoindre la Confédération) à rédiger un rapport pour le Congrès Confédéral de 1961



Dix ans plus tard, dans l'arrière salle d'un bistrot de Trith-le-Poirier, Robert Tonnoir a une longue discussion avec **Pierre Mauroy** sur les problèmes de la sidérurgie à Usinor.



Le 23 avril 1966, le Président de la République d'alors (Le Général de Gaulle) entame une visite de 4 jours dans la région. Robert Tonnoir fait partie de la délégation des « cinq personnalités » du Valenciennois, chargées de présenter les problèmes de l'Arrondissement. Au cours de cette rencontre, le Président de la République évoque que « dans l'avenir, dans l'évolution en cours, nous aurons sans doute à réunir en une assemblée unique des représentants des collectivités locales et des activités régionales à ceux des organismes économiques et sociaux afin que cette assemblée délibère des questions de cette nature avant que l'Assemblée Nationale les tranche en votant les lois ».



LES COMBATS POUR SAUVER LE VALENCIENNOIS

« Dans les années 1960, plusieurs entreprises ferment dans le Valenciennois pour cause de mauvaise gestion. L'arrivée sur le marché de l'emploi des enfants du « baby-boom » va poser des problèmes », explique Robert Tonnoir. Avec les militants qu'il avait stimulés et convaincus, Robert lance ses SOS pour sauver le Valenciennois.

Un premier signal d'alarme

Déjà en 1964, à la salle des fêtes de Trith-Saint Léger, la CFDT est à l'avant-garde pour la rénovation du Valenciennois. Jean Lannes, dirigeant de la fédération CFDT des Métaux, vient tirer le signal d'alarme



Meeting CFDT à la Salle des fêtes de Trith en 1964 pour la « rénovation du Valenciennois »

devant de nombreux militants : « Il faut reconverter les vieilles régions industrielles ». A ses côtés à la tribune, Robert Tonnoir.

La manif du corbillard

Le 16 mai 1966, une grande manifestation est organisée sur le thème de l'emploi, avec, en tête, un corbillard (depuis l'idée a été souvent reprise)...et des slogans qui font mouche (et dont Robert



« Du travail DE...BRE ou de FORCE », un slogan qui fait mouche

avait le secret) : « DU TRAVAIL DE...BRE OU DE FORCE » (Michel Debré était alors premier ministre).

Une façon pour Robert et la CFDT d'alerter les pouvoirs publics au moment où le Président de la Chambre Patronale de la Métallurgie affirmait que « notre région était pour longtemps encore vouée à la pénurie de main d'œuvre » !



« L'enterrement du Valenciennois n'aura pas lieu : les syndicats sont là »

Avec Edmond Maire à Usinor

En 1970, 200 syndiqués sont mobilisés un samedi et dimanche autour du secrétaire général de la CFDT à Usinor Trith. « On a constaté que l'usine de Trith recevait de moins en moins d'investissement. Nous avons d'abord manifesté au Comité Central d'Entreprise. ... A partir de 1973, l'unité de Trith disparaît. Seuls sont gardés le train de laminoir et la fabrication des roues monobloc... Usinor fermé, ça a été la prise de conscience de la crise et la disparition de toute une époque »



Edmond Maire à la rencontre des salariés

3600 chômeurs dans le Valenciennois

Face à cette situation, la CFDT locale affine ses propositions « **Pour vivre et travailler au pays** » lors d'un congrès de l'Union d'arrondissement à Valenciennes.



En avril 73, congrès « Vivre et Travailler au pays »
De gauche à droite : A. Demarchi, G. Tritz, A. Bocquet, R. Tonnoir, V. ESpalieu, J.C. Couteau

Et avec son coup de crayon dont il a le secret, Robert fustige en 1973 le président du MEDEF de l'époque (François Ceyrac) qui avait eu l'audace de déclarer « Je ne crois pas que la situation actuelle soit grave »...



Le « coup de crayon » de Robert illustrant les tracts CFDT

Opération « Résistance du Valenciennois »

En décembre 1978, la direction d'Usinor annonce au comité d'Entreprise la fermeture des usines de Denain ainsi que la Chiers à Anzin. Juste avant de prendre sa retraite à la fin du mois, Robert lance alors une **« opération commando, comme dans le temps »**. C'est l'Opération « Résistance du Valenciennois », échelonnée sur 3 jours et 2 nuits, avec occupation de la mairie de Valenciennes, de l'ANPE (le Pôle Emploi d'aujourd'hui), de la chambre de commerce, du parvis de l'église St Géry. Il y a eu deux manifestations importantes : une à Denain, puis une à Valenciennes. Au total, une opération aux résultats non négligeables au plan social : des préretraites, des dispenses d'activité

pour les plus de 50 ans.

« J'aurai l'intense plaisir de dormir avec d'autres compagnons une nuit dans la salle des Pas Perdus de la Mairie de Valenciennes. Cela se passait le 19 décembre 1978. Je terminais ainsi ma carrière de « militant actif », explique Robert Tonnoir.

Robert passe le flambeau CFDT à d'autres militants : l'horizon économique et social de l'arrondissement de Valenciennes ne s'éclaircit pas pour autant. La CFDT continuera son combat et ses propositions pour l'avenir du Valenciennois.



Occupation des locaux Chambre de Commerce et d'industrie lors de l'opération « Résistance du Valenciennois »

D'HIER À AUJOURD'HUI

VOIR RENAIÎRE L'ESPOIR DE VIVRE DANS LE VALENCIENNOIS UN COMBAT SYNDICAL TOUJOURS D'ACTUALITÉ

« Je voudrais encore faire connaître mon souhait le plus profond, qui est probablement celui de chacun... c'est celui de voir renaître l'espoir de vivre dans le Valenciennois, avec un avenir assuré pour tous les travailleurs. Et je voudrais vous rappeler ma ferme intention de tout faire avec vous pour que la CFDT continue d'être de plus en plus dynamique et présente dans la classe ouvrière »

Robert Tonnoir - Février 1979

De nombreux militantes et militants du Valenciennois ont repris le flambeau pour répondre au souhait de Robert Tonnoir et porter auprès de tous « l'espoir de vivre et travailler dans le Valenciennois ».

La volonté d'une équipe

Si Robert Tonnoir en était l'animateur, c'est toute équipe qu'il a su mobiliser autour de ce projet. Parmi les plus actifs de l'origine, il y avait Francis Philippe, Jean Mattens, Victor Espalieu, André Bocquet. Avec une complicité et complémentarité toute particulière avec Victor Espalieu. Ce dernier insista en 1965 pour que « *face à un gouvernement qui venait d'obtenir de l'Assemblée Nationale le droit de prendre par ordonnances des mesures relatives à la «modernisation des entreprises» (restructuration de la sidérurgie en vue !)* , les hommes du Nord devaient s'exprimer totalement pour se faire entendre du pouvoir ».

Tous ont partagé une ambition forte de départ : faire vivre un syndicalisme qui ne se contente pas de protester mais qui fait aussi des propositions et des projets. Ce qui le distingue fondamentalement des autres syndicats !

Battez-vous pour des emplois !

Dans un contexte où la crise de la sidérurgie frappait de plein fouet le bassin d'emploi, André Bocquet se souvient de cette déclaration à Valenciennes de Jacques Chérèque (le père de François), alors responsable CFDT national de la métallurgie devant des militants de l'arrondissement :

« Arrêtez de vous battre pour des tonnes d'acier! Battez-vous pour des emplois ! ».



L'équipe est un atout pour Robert

Un déclic pour l'équipe des responsables locaux CFDT qui travaillent alors de plus en plus sur des propositions et des projets innovants au plan économique et social pour leur territoire.

Avec 3 convictions fortes :

- 1. Il faut être présent là où l'avenir d'un territoire se décide** pour porter et défendre nos propositions. Au fil du temps les syndicalistes CFDT ont donc été présents (d'ailleurs en général seuls syndicalistes) dans des groupes de travail ou des organismes tels que le Comité de Défense du Valenciennois, l'Association pour le Développement du Valenciennois ou plus tard les Conseils de Développement. En 2014, A. Bocquet et H. David y sont encore actifs.
- 2. Il faut regarder autour et s'ouvrir aux réalités voisines.** Robert Tonnoir et toute son équipe ont ainsi initié des travaux en commun sur l'aménagement du territoire avec les unions locales CFDT voisines **de Cambrai et Maubeuge** : un terrain propice à la structuration de la CFDT en zones puis en union territoriale interprofessionnelle. Et au-delà du territoire français, c'est vers les voisins belges syndicalistes que les contacts ont été pris naturellement, en particulier ceux



Colloque CSC-CFDT Mons

- de la CSC (Confédération Syndicale Chrétienne) de Mons-La Louvière. A partir de 1989, plusieurs rencontres annuelles régulières et colloques franco-belges ont été ainsi organisés.
- 3. Il faut des projets de territoires cohérents et globaux.** Les syndicalistes de la CFDT ne comptent plus les interventions faites pour appeler chacun, en particulier les élus politiques locaux, à travailler ensemble. Ils n'hésitent pas non plus à exprimer leur regret et leur colère lorsqu'en 2003, deux conseils de développement (celui de la Porte du Hainaut et celui de Valenciennes Métropole) sont créés et travaillent côte à côte (pour des raisons politiques) sur ce même territoire.

Au cours des années, des propositions (parmi d'autres) signées...CFDT !

La bataille pour les fonds européens : Un des fonds européens, le FEDER, créé en 1975, avait pour but d'améliorer l'attractivité des territoires. La CFDT du territoire a fait « des pieds et des mains » pour que le territoire du Valenciennois en bénéficie et surtout serve à financer de grands projets territoriaux structurants... comme le canal Seine-Nord : c'était sans compter les réticences, voire les résistances ou oppositions des élus locaux, incapable de se mettre d'accord et préférant les utiliser pour des mini projets dans leur ville ou leur quartier. Ah...si la voix de la CFDT avait été

écoutée à l'époque, le canal Seine-Nord serait peut-être déjà achevé, en ayant fait travailler des milliers de personnes !



Faire de Valenciennes le « Toulouse » du ferroviaire. En analysant les atouts du territoire, les militants CFDT ont constaté que l'activité ferroviaire (autour des usines comme Alstom ou Bombardier) en était un

réés (ceux des agriculteurs ou de certains groupes écologiques), l'implantation de ce centre d'essai destiné à tester tous types de matériaux ferroviaire. C'est la logique d'un projet structurant et cohérent !



L'activité ferroviaire un des atouts du Valenciennois (ici Bombardier)

des marqueurs forts (+ de 5 000 salariés travaillent à la fabrication et à la conception du matériel ferroviaire). La CFDT a donc caressé l'espoir de faire de « Valenciennes, le Toulouse du ferroviaire », capable d'entraîner sur un territoire une dynamique de développement (y compris à l'échelle européenne) dont les retombées pourraient être profitables pour tous en matière économique et social. Petit à petit, cette idée a fait son chemin auprès des décideurs et élus politiques...et c'est tant mieux, même si les élus ne se souviennent pas que la proposition originelle était « signée CFDT » !

La boucle ferroviaire : la CFDT a toujours soutenu, souvent contre vents et ma-

Dernière proposition innovante en date **un RAILBUS européen !** Jadis, face au géant Boeing, les responsables européens ont réussi à opposer AIRBUS, en dépassant, vaille que vaille, les antagonismes nationaux. N'est-il pas temps de réfléchir, explique la CFDT, en dépit de tous les obstacles, de la multitude des réticences et arrière-pensées, à envisager la naissance d'un RAILBUS Européen ?



La CFDT a toujours une équipe prompte à faire des propositions

Aujourd'hui en Europe comme hier en Nord - Pas de Calais, l'inventivité des sociétés civiles, la volonté politique des représentants des nations, la créativité des entreprises peuvent imaginer et mettre en œuvre les innovations qu'attendent et espèrent les populations et, en premier lieu, les salariés.

Les syndicalistes de la CFDT ont montré, par le passé, leur capacité à proposer des voies nouvelles en vue d'assurer la pérennité du savoir-faire industriel du territoire régional. Ils ont acquis ainsi une légitimité indiscutable pour prendre position quant à l'avenir d'un secteur industriel essentiel pour le développement économique et la cohésion sociale du Valenciennois. **Sans doute paraissent-ils utopistes à présent. Peut-être demain, dirait-on qu'ils étaient visionnaires.**

COLLECTION

HISTOIRES & VIE SYNDICALE

Ce fascicule fait partie d'une collection de fascicules édités par l'**Association Régionale de l'Histoire Ouvrière et Sociale**, à l'occasion des 100 ans de l'Union Régionale CFDT Nord - Pas de Calais. Ils mettent en avant des hommes et des femmes, qui dans leurs parcours, leurs actions, leurs préoccupations ont construit au fil des années, depuis un siècle, l'Union Régionale CFTC puis CFDT.

Dans cette collection, sont parus :

- 1 **Charlemagne Broutin** : la naissance de l'Union Régionale Nord-Pas de Calais
- 2 **Robert Tonnoir**, militant ouvrier valenciennois, résistant et fidèle
- 3 **Eugène Descamps**, militant ouvrier du Nord à la tête de la Confédération
- 4 **Roger Ledrôle**, un inépuisable militant du Valenciennois
- 5 **Renée Lambert**, militante du textile et de la cause des femmes

D'autres fascicules compléteront cette collection

Les fascicules peuvent être commandés à :

CFDT Nord-Pas-de-Calais
145 rue des stations
BP 88
59006 - LILLE CEDEX

Tous renseignements également dans les permanences professionnelles ou locales de la CFDT.

Prix unitaire 3 €

Fascicule publié sous l'égide du groupe « Histoire » de l'Union Régionale CFDT - 145 rue des Stations - BP88 59006 LILLE - Conception et Rédaction : Denis Parat - Conception graphique : Marie-Odile Deroo - Ressources documentaires et iconographiques : archives CFDT Nord - Pas de Calais - « Paroles de Militants » 1990 - Brochure « Un militant ouvrier Valenciennois Robert Tonnoir » (CFDT Valenciennes - André Bocquet - 1988) - Un siècle de combat syndical (Bruno Béthouart -1997) - Dictionnaire Biographique Le Maitron (éditions de l'Atelier)